

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>63</b>	<b>17</b>

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : Assainissement -  
Biot - Contrat de délégation du Service  
Public d'Assainissement - Avenant n°3

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.219

Date de la convocation :  
**Le 10/11/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **26 NOV. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 1 DEC. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 16 novembre 2020**

L'an deux mil vingt et le 16 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Simone TORRES-FORET DODELIN

**ABSENTS :**

René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Eric PAUGET, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur CESARO,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Par délibération en date du 30 avril 2019, la Commune de Biot a approuvé le principe de la délégation de service public de l'assainissement à la Société Publique Locale (ci-après SPL) HYDROPOLIS.

Le contrat de délégation de service public relatif à l'assainissement a été conclu par délibération en date du 27 juin 2019.

Depuis le début du contrat, deux avenants ont été conclus et sont détaillés ci-après :

- Par délibération en date du 26 septembre 2019, la Commune de Biot a approuvé l'avenant n° 1 au contrat de concession du service public de l'assainissement portant notamment sur la modification de mode de gestion dans l'ensemble des actes administratifs ;
- Par délibération en date du 11 décembre 2019, la Commune de Biot a approuvé l'avenant n° 2 au contrat de concession du service public d'assainissement portant notamment sur la modification d'articles, tels la durée du contrat, la gestion des recettes sur les périodes de gestion mixte, la facturation des sommes dues par les abonnés et la création d'un nouveau tarif pour l'établissement d'attestations de raccordement.

**Vu** la délibération n°CC.2019.33 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant sur la prise de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées. Ainsi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la C.A.S.A. est devenue compétente en matière d'assainissement des eaux usées sur son territoire, en lieu et place de ses Communes membres, dont fait partie la commune de BIOT.

En application de l'article L.1321-2 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune de BIOT en qualité d'autorité délégante et de cocontractant de la SPL HYDROPOLIS dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date.

Considérant le contrat de délégation du service public de l'assainissement à la SPL HYDROPOLIS dans son article numéro 78 : « Résiliation pour motif d'intérêt général », il convient de respecter un préavis d'une durée de six mois pour résilier le contrat ;

Considérant l'accord relatif à la résiliation entre la C.A.S.A. et la SPL HYDROPOLIS afin de réduire le délai de préavis ;

Ainsi il est proposé un projet d'avenant n°3 ayant pour objet la modification de l'article 78 du contrat de délégation de la SPL HYDROPOLIS.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de l'assainissement avec la SPL HYDROPOLIS pour la Commune de Biot, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

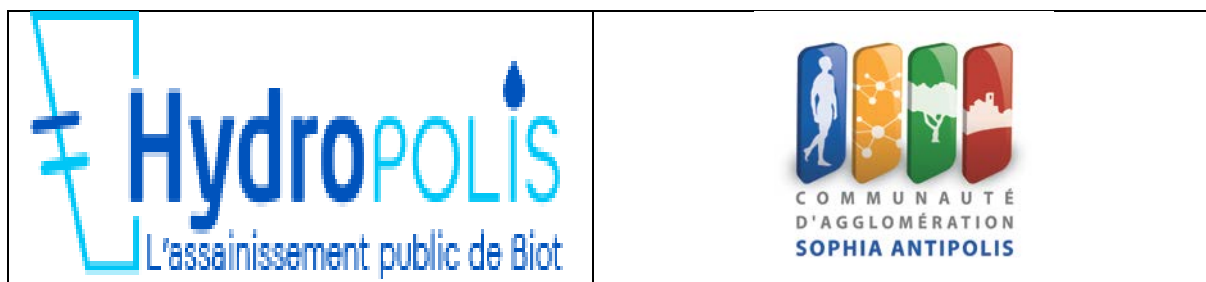


**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de l'assainissement avec la SPL HYDROPOLIS pour la Commune de Biot, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 16 novembre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
  
Le Président,

  
**Jean LEONETTI**



## **Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement de la commune de BIOT**

### **AVENANT n° 3**

### **Concession du Service Public de l'Assainissement**

**Entre :**

**La Communauté Agglomération Sophia Antipolis**, ci-après dénommée "**la Collectivité**" représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° CC.2020. du Conseil communautaire du 16 novembre 2020,

**D'une part,**

**Et**

**La Société Publique Locale Hydropolis**, ci-après dénommée « **la SPL** », société publique locale au capital social de 195 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 832 387 906 RCS Grasse, ayant son Siège Social 1 place de l'Hôtel de Ville 06560 VALBONNE, représentée par Mme Elisabeth DEBORDE, la Présidente Directrice Générale, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués et dûment habilité aux fins des présentes par décision n° XXX du Conseil d'Administration du XXX,

**D'autre part.**

### **Préambule**

Par délibération en date du 30 avril 2019, la Commune de Biot a approuvé le principe de la délégation de service public de l'assainissement à la SPL Hydropolis.

Par délibération n° 2019/72/0-06 en date du 27 juin 2019, la Commune de Biot a approuvé le contrat de concession à la Société Publique Locale Hydropolis qui a pour objet :

- L'exploitation, l'entretien, la surveillance, les réparations de l'ensemble des ouvrages relatifs au système d'assainissement collectif dont les réseaux et postes de relevages ;
- La gestion patrimoniale ;
- La réalisation de travaux définis par le présent contrat dont les travaux à titre concessif ;
- Les contrôles en assainissement non collectif sur les habitations existantes et sur les nouvelles constructions ou installations réhabilitées ;
- Les relations avec les abonnés du service ;
- La facturation et le recouvrement pour le compte de la Collectivité ou tous autres organismes des redevances et taxes afférentes aux services publics de l'eau et de l'assainissement ;
- L'information de la Collectivité ;
- La fourniture régulière et sur demande de toutes informations et synthèses sur le fonctionnement technique et financier du service.

Depuis le début du contrat, deux avenants ont été conclus et sont détaillés ci-après :

- Par délibération en date du 26 septembre 2019, la Commune de Biot a approuvé l'avenant n° 1 au contrat de concession du service public de l'assainissement portant notamment sur la modification de mode de gestion dans l'ensemble des actes administratifs ;
- Par délibération en date du 11 décembre 2019, la Commune de Biot a approuvé l'avenant n° 2 au contrat de concession du service public d'assainissement portant notamment sur la modification d'articles, tels la durée du contrat, la gestion des recettes sur les périodes de gestion mixte, la facturation des sommes dues par les abonnés et la création d'un nouveau tarif pour l'établissement d'attestations de raccordement.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019, le délégant était la commune de Biot.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a modifié l'article L. 5216-5 du C.G.C.T. relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « assainissement en eaux usées » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. A ce titre, par délibération n°CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. s'est prononcé favorablement sur ce transfert. Aussi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la C.A.S.A. est devenue compétente en matière d'assainissement en eaux usées sur son territoire, en lieu et place de ses communes membres, dont fait partie la commune de BIOT.

En application de l'article L.1321-2 du C.G.C.T, la C.A.S.A. s'est substituée à la commune de BIOT en qualité d'autorité délégante et de cocontractant de la SPL HYDROPOLIS dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date.

Le présent avenant n°3 a pour objet la modification du préavis cité au chapitre 9 « Fin de contrat » dans son article 78 « résiliation pour motif d'intérêt général ».

Les éléments du présent avenant prennent effet dès le caractère exécutoire du présent avenant.

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet la modification de l'article 78 relatif à la Résiliation pour motif d'intérêt général.

Dans ces conditions, l'article 78 du contrat intitulé « Résiliation pour motif d'intérêt général » conclu entre les parties est abrogé et remplacé comme suit :

**« ARTICLE 78 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

*La Collectivité peut résilier le présent Contrat à tout moment au cours de son exécution sous condition d'observer un délai raisonnable.*

*Dans ce cas, à la date d'effet de la résiliation :*

- *les biens mis à disposition par la Collectivité sont restitués gratuitement à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage ;*
- *Si des biens de retour ou de reprise ne sont pas amortis, ils sont repris à la valeur nette comptable sur la base des tableaux d'amortissement fournis et validés par la Collectivité, diminuée, le cas échéant, en fonction de leur état d'entretien et de fonctionnement et déduction faite des éventuels financements publics qu'il aurait pu obtenir et sous réserve :*
  - *du bon entretien et fonctionnement des biens ;*
  - *que les biens non amortis aient été prévus dans le compte d'exploitation prévisionnel qui sera annexé ;*

- *la Collectivité est subrogée au Déléataire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service ;*

*Dans ce cas, un mois à compter de la date d'effet de la résiliation, la Collectivité verse au Déléataire, pour solde de tout compte (STC), la somme des éléments suivants :*

- *la valeur des biens de retour ou de reprise telle que définie ci-dessus ;*
- *une indemnité correspondant à la perte de bénéfice sur la durée résiduelle du contrat, évaluée en tenant compte de la moyenne du solde des produits et des charges d'exploitation des services clos, en excluant des produits et des charges tous les éléments exceptionnels ;*
- *les frais et indemnités de résiliation anticipée des contrats conclus par le délégataire pour assurer la bonne exécution du Contrat, dans le cas où ces contrats ne seraient pas poursuivis ;*
- *Les charges liées aux licenciements à condition qu'ils soient la conséquence directe de la résiliation, et en dehors des cas où le personnel ferait l'objet d'une reprise. »*

**ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES**

L'avenant prendra effet à la date de notification de la Collectivité sous réserve d'enregistrement des services du contrôle de légalité.

Toutes les autres clauses et conditions générales du contrat et des avenants n°1 et 2 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires à celles contenues dans le présent avenant lesquelles prévalent en cas de contestation.

### **ARTICLE 3 : RENONCIATION A RECOURS**

Le Délégataire renonce à tout recours à l'encontre de l'autorité délégante du fait de la prolongation du Contrat par le présent avenant.

Fait en deux exemplaires à Valbonne, le

**Pour le Délégataire  
SPL HYDROPOLIS**

**La Présidente Directrice Générale,**

**Elisabeth DEBORDE**

**Pour l'Autorité Délégante  
La Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis**

**Le Président,**

**Jean LEONETTI**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 16/11/2020  
Numéro : CC\_2020\_219  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Biot - Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement - Avenant n.3  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : IMevVhn

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 01/12/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201116-CC\_2020\_219-DE

**Acte reçu**

Date : 16/11/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_219  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Biot - Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement - Avenant n.3  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201116-CC\_2020\_219-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20201116-CC\_2020\_219-DE-1-1\_2.PDF

N